

Une seule chance pour les travailleurs : la lutte pour leurs intérêts fondamentaux !

Jeudi et vendredi derniers, les chefs de gouvernements européens se sont réunis une nouvelle fois pour un nouveau sommet « de la dernière chance ». Et comme à chaque fois, les représentants des différents pays se sont auto-congratulés de leurs décisions... pour constater dans 3-4 jours que la crise continue de plus belle... et qu'ils devront se réunir à nouveau...

Cette fois-ci, ils affirment vouloir « graver dans le marbre la nécessité de respecter l'équilibre budgétaire ». C'est une farce. Que les déficits budgétaires ne devaient pas dépasser 3%, c'était déjà « gravé dans le marbre » il y a vingt ans, lors du traité de Maastricht. Et dès que les banques ou les grandes entreprises ont eu besoin d'argent, tous les pays, les plus riches y compris, ont piétiné le marbre de leurs propres décisions et augmenté les déficits...

Ces sommets à répétition illustrent surtout le fait que l'Union européenne n'est en réalité qu'un conglomérat d'États qui cherchent à défendre, chacun de leur côté, leur classe capitaliste nationale. Ce qui les tient ensemble pour l'instant c'est que les grandes bourgeoisies européennes y voient un intérêt pour leurs banques et leurs grandes entreprises. Et encore, quand les banques de la City de Londres estiment qu'elles feraient mieux sans nouveau traité, et bien, l'Angleterre ne signe pas!

Quant à faire payer aux populations laborieuses la crise et les milliards distribués aux banques, là-dessus ils sont tous d'accord, traité européen ou pas ! Ainsi, le gouvernement britannique n'a pas voulu s'engager à ce nouveau traité proposé par les concurrents allemand et français de sa bourgeoisie, mais il n'annulera pas pour autant la série de plans d'austérité qu'il impose à sa population. Et le patronat belge n'a pas eu besoin d'un « diktat » européen pour manipuler et réduire régulièrement l'indexation des salaires depuis des années.

Il y a une autre décision commune qui ne pose aucun problème aux gouvernements, c'est la possibilité donnée aux banques d'emprunter à la Banque Centrale Européenne autant de milliards qu'elles veulent, au taux de 1 %... Les

banques peuvent ensuite immédiatement prêter ces milliards à 3 ou 4 ou 5 % - voir plus, comme à la Grèce et l'Italie - réalisant ainsi des profits fantastiques.

Alors le problème pour les travailleurs face à la crise capitaliste est partout le même : défendre leurs intérêts fondamentaux ! D'autant plus que l'austérité que tous les États imposent conduit à la récession, à la multiplica

tion des licenciements et des fermetures d'entreprises, et à l'abaissement des salaires et des pensions.

Alors, accord européen ou pas, euro ou pas : il s'agit de ne pas marcher dans le chantage de la dette. Elle a été contractée pour soutenir les capitalistes, les banques en faillite et les plus riches. A eux de rembourser !

Il s'agit de ne plus accepter que les travailleurs se trouvent sans salaire ou voient leur salaire réduit parce que les capitalistes licencient et ferment leurs usines pour préserver leurs profits. Il faut interdire les licenciements ! Il y a moins de production ? Qu'on partage le travail entre tous sans perte de salaire ! Les actionnaires des grandes entreprises et des banques ont accumulé assez d'argent pour financer cela.

Les patrons et les gouvernements prétendent le contraire ? Il faut que les travailleurs aient le droit d'accéder aux comptes des entreprises pour les contrôler ! Le gouvernement prétend vouloir taxer - un tout petit peu - les grandes fortunes et limiter les cadeaux fiscaux faits aux riches et aux entreprises. Mais cela restera une promesse vide, comme il y en a déjà eu beaucoup, tant que les travailleurs ne contrôleront pas les comptes des entreprises et ceux de leurs actionnaires et dirigeants !

Face à l'augmentation du coût de la vie, l'indexation des salaires est plus que jamais nécessaire ! Mais ce n'est pas une poignée d'« experts » qui est le plus à même de déterminer l'augmentation des prix. Qui sait mieux que les travailleurs et leurs familles combien cela leur coûte de remplir le caddy, de payer le loyer, l'assurance voiture, de remplir le réservoir, de passer chez l'ophtalmo avec les gamins... C'est en prenant l'indexation des salaires en main que les travailleurs pourront défendre leur niveau de vie !

Chacun d'entre nous doit se convaincre de la nécessité de lutter pour les intérêts collectifs des travailleurs et d'en convaincre ses camarades. C'est là le seul

espoir. Le capitalisme ne nous offrira qu'exploitation, misère et destruction, sauf si nous refusons collectivement d'accepter.